

**Discours de Ségolène Royal
Berlin, le 8 Novembre 2009
Institut pour la Diplomatie Culturelle**

Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs les Premiers Ministres,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Députés et Sénateurs,
Vos Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Je suis heureuse d'être parmi vous ce soir, afin de célébrer le 20ème anniversaire de la chute du mur de Berlin.

J'aimerais remercier l'Institut de Diplomatie Culturelle, et plus particulièrement son directeur, Mark Donfried, pour son invitation.

Je perçois trois niveaux principaux de signification de la chute du mur de Berlin : le début de la réunification de l'Allemagne, le début de la fin de la Guerre Froide et le début de la réunification de l'Europe.

Je commencerai par les deux premiers niveaux, mais j'insisterai davantage sur le niveau européen puisqu'étant une femme politique française à Berlin, cela me semble être le point le plus essentiel. Cela me permettra d'insister sur un élément majeur de mon engagement politique : le rêve des États-Unis d'Europe. Même si dans mon pays, voire dans mon propre camp, beaucoup ont été surpris de me voir, pendant la campagne des élections européennes, à Athènes avec mon ami George Papandréou, l'actuel Premier Ministre de Grèce, à Nantes avec mes camarades socialistes français, insister encore et encore sur cette idée, je voudrais profiter de l'occasion qui m'est ici donnée, pour l'approfondir.

Certaines dates seront à tout jamais gravées dans le grand livre de l'histoire de l'humanité. Le 9 Novembre 1989, le jour de la chute du Mur de Berlin, est l'une d'entre elles.

Aujourd'hui encore, je me souviens de ce jour. Quelques images me reviennent.

Des visages heureux, des milliers de Berlinoïses qui marchent, en scandant « Wir sind das Volk » : « Nous sommes le peuple ».

Un slogan qui se transforme, au fil des heures, en « Wir sind ein Volk » : « Nous sommes UN peuple ».

Tout est dans ce glissement, cette cohésion spontanée, cette fraternisation autour d'un mur qui s'effondre pour réunir l'Allemagne en un seul et unique peuple, comme une digue qui aurait cédé pour libérer une eau trop longtemps retenue. Et tout cela sans un blessé, sans une victime.

Je me souviens des mains qui se tendent, des corps qui se serrent, des familles qui se retrouvent, des concerts improvisés, du grand Miroslav Rostropovitch jouant du violoncelle au milieu des gravats, des groupes qui chantent, dansent, brandissent des drapeaux sur des morceaux de pierre tagués de graffitis, des coups de marteaux qui faisaient tomber ce mur, de tous ceux qui en mettaient un petit bout dans leur poche comme on emporte un bout d'histoire.

Je me souviens de ces toasts improvisés, de cette allégresse, des visages des gardes-frontières est-allemands, partagés entre l'étonnement et l'émotion...

Une foule qui rit ... Ein Volk... un seul et même peuple.

Je me souviens de ces journées, que nous suivions, heure par heure, de cet événement qui paraissait encore impossible quelques mois auparavant.

Rares étaient à l'époque les analystes et les experts en soviétologie qui avaient anticipé ce qu'il advint. A quelques exceptions près, ils expliquaient depuis toujours que, de l'autre côté du rideau de fer, rien ne changerait jamais ; qu'à nouveau et comme toujours la répression s'abattrait ; qu'il ne fallait pas être dupes de M. Gorbatchev, disaient-ils encore en 1989, dont la *glasnost* et la *perestroïka* n'étaient que des leurres destinés à désarmer l'Occident. Peu importait que le chef du Kremlin parlât de l'Europe comme d'une « *maison commune* », qu'il ait organisé pour la première fois des élections pluralistes, qu'Andrei Sakharov siègeât au nouveau Parlement : il était acquis pour ces experts que l'histoire était condamnée à se répéter.

Ceux qui ont sous-estimé l'ampleur des changements introduits par M. Gorbatchev et ceux (souvent les mêmes...) qui lui ont reproché d'avoir été l'apprenti-sorcier du délitement involontaire de l'empire soviétique ont sous-estimé le rôle historique et bénéfique de ce grand dirigeant. Lucide sur l'échec du système soviétique et décidé à le réformer, il eut l'intelligence et le courage de refuser la répression. De cela, nous sommes tous redevables à M. Gorbatchev.

Il y a, dans la chute du Mur de Berlin, l'une des plus belles leçons qui soient. Quelles que soient les circonstances, quelles que soient les rôles plus ou moins avérés des dirigeants soviétiques, américains, allemands, français ou britanniques, il n'y a, au-delà du ballet diplomatique souterrain, au-delà des déclarations publiques, qu'une seule vérité : rien ne peut résister à la force d'un peuple en marche. Aucune dictature, aucun système totalitaire, aucune démocratie dévoyée, ne peut résister à l'élan d'un peuple qui décide, un jour, de dire « NON ».

Tous les régimes pervers s'écroulent grâce à la force et au courage des citoyens.

Tous les régimes démocratiques s'élèvent grâce à la force et au courage des citoyens.

Ce jour-là, j'ai pensé : « Tout est possible. Aucun mur ne peut résister à la détermination d'une poignée d'individus qui sont d'abord quelques gouttes d'eau, puis forment un ruisseau, puis une rivière, puis un océan ».

La chute du Mur de Berlin, précédée, 10 ans auparavant, par la révolte en Pologne du syndicat Solidarnosz, précéda la chute de l'empire Soviétique en 1991.

Le communisme soviétique, cette doctrine détournée, ce dévoiement d'espoir, qui se transforma très vite en tyrannie destructrice de vies humaines, de consciences, de créativité, de liberté, d'égalité, de fraternité, s'écroula en quelques douze années.

Oui, 1989 fut une année mémorable, qui vit le peuple allemand mettre à bas un mur de honte, l'URSS retirer ses troupes d'Afghanistan, la Pologne élire un gouvernement non communiste, l'Afrique du Sud choisir Nelson Mandela pour abattre cet autremur qu'était l'apartheid, Pinochet quitter enfin le pouvoir, le Brésil organiser lui aussi ses premières élections libres depuis 30 ans, la Hongrie ouvrir sa frontière avec l'Autriche et changer de gouvernement, la « *révolution de velours* » triompher en Tchécoslovaquie, les régimes bulgares et roumains être renversés.

N'oublions pas qu'en Chine aussi, les étudiants et bien d'autres avec eux avaient fait leur cet idéal. Mais là-bas, 1989, ce fut l'instauration de la loi martiale au Tibet et l'écrasement des démocrates de la Place Tien An Men, que nous n'oublierons jamais.

Aujourd'hui, en 2009, le peuple iranien puise aussi son inspiration de la leçon qui nous a été donnée par le peuple allemand de 1989.

En France, cette année-là, nous célébrions le Bicentenaire de notre Révolution. 14 juillet, 9 novembre... nous pouvions rêver d'un monde débarrassé de l'injustice.

Et, dans cette euphorie de liberté, dans cette allégresse dont nous vibrions tous à voir le peuple allemand danser et chanter, nous avons cru, quelques semaines, quelques mois, que le monde allait vraiment changer, que ce monde serait enfin libéré de la scission Est-Ouest, de cette guerre froide.

C'était en partie vrai.

Mais quelques intellectuels, comme Emmanuel Lévinas, comme toujours visionnaire, nous mirent en garde, au début des années 1990.

Le grand philosophe nous disait : « Attention ! S'il s'agit bien de la fin d'une tyrannie évidente, c'est aussi la fin d'une espérance, même dévoyée. Gare à l'avènement d'un temps sans promesses. »

Une mise en garde prophétique, annonciatrice de la crise que nous vivons aujourd'hui : crise économique, environnementale, éthique, issue incontestablement de ce temps où l'ultralibéralisme et le capitalisme financier se sont mis à confisquer les promesses, à dévoyer les espérances, là où une gouvernance mondiale devrait être capable de servir le progrès de l'humanité.

Oui, le mur de Berlin est tombé, ce mur qui balafrait l'Allemagne depuis Aout 1961.

Mais d'autres murs ont été érigés.

Le mur de plus de 700 kms de long entre Israël et la Palestine, la barrière électrifiée qui sépare depuis 1953 les deux Corées, celle que l'Inde a érigé à sa frontière avec le Bangladesh, le mur qui sépare les États-Unis du Mexique, le mur de Chypre.

Il existe sur cette planète des dizaines de murs, physiques mais aussi socio-économiques, construits pour se protéger de l'autre, l'enfermer, l'encercler, le maintenir dans un ghetto, l'empêcher de se déplacer.

Ces murs tomberont un jour comme est tombé le Mur de Berlin, par la force des peuples.

Mais ces murs ne sont rien comparés aux barrières infranchissables qui enferment nos décisions. Il est plus facile de faire tomber les barricades que les barrières mentales. Des murs physiques existent mais nous savons également que des murs d'idéologies détournées enferment également le monde : le fanatisme terroriste qui instrumentalise la religion, le fanatisme économique et l'inertie écologique mènent également le monde à sa perte.

Oui, les murs invisibles existent, parfois plus coriaces que les barricades, et ils ne peuvent être abattus que par la volonté politique et par des lois, des droits et des devoirs démocratiquement partagés.

Nous sommes ici à Berlin, ville symbole d'un pays qui a su faire tomber un mur de pierre mais aussi, plus fondamentalement, le mur mental de la tyrannie.

Je ne peux m'empêcher de comparer la chute du mur de Berlin avec la prise de la Bastille, et vous dire encore et encore à quel point est essentielle la fraternité qui lie la France et l'Allemagne.

Depuis 50 ans, nos deux pays avancent main dans la main, dans une union sans cesse renouvelée, qui ne cède jamais, malgré quelques grincements ou quelques enlisements ponctuels.

Quand le mur est tombé, j'étais Députée des Deux Sèvres depuis un an.

Après avoir travaillé pendant 7 ans comme proche collaboratrice auprès du Président de la République française, un homme qui m'a beaucoup appris en politique, qui m'a inspirée, qui avait traversé le chaos du 20ème siècle, qui portait cette histoire et qui l'a incarnée... François Mitterrand.

François Mitterrand et Willy Brandt partageaient le même rêve d'une Europe plus humaine, plus juste et plus inventive.

Et je me souviens de lui, avec Helmut Kohl, hissant si haut le drapeau de la fraternité franco-allemande.

Il y a eu bien sûr cet instant inoubliable, cette réinvention du lien entre nos deux pays, le 22 Septembre 1984, à Verdun.

Je n'oublierai jamais cette image, les deux mains serrées de François Mitterrand et Helmut Kohl, dans un geste si intense de recueillement et de fraternité.

Il y eut aussi ces mots, parmi les derniers que prononça le Président dans sa fonction officielle. C'était ici, à Berlin, le 8 Mai 1995, pour les commémorations du 50^{ième} anniversaire de la fin de la Seconde guerre mondiale.

Ce jour-là, François Mitterrand exprima sa fierté d'être dans votre capitale, pour accomplir l'un de ses derniers actes de Président de la République française, lui qui n'eut de cesse d'œuvrer pour renforcer les liens entre nos deux pays.

Ce jour-là, il eut des mots très simples, très épurés :

« Étrange, cruelle, belle et forte aventure, déclara t-il, que celle de ces peuples frères auxquels il aura fallu plus d'un millénaire pour se reconnaître tels qu'ils sont, pour s'admettre, pour s'unir... pour revenir ensemble à leur propre source ».

C'est exactement ce que je voudrais vous dire ce soir.

Nous voilà, vous et nous, revenus ensemble à notre propre source pour célébrer ensemble la chute d'un mur et la réunification d'un peuple qui plus qu'aucun autre en Europe, a su regarder en face, les yeux grands ouverts, sa propre histoire, sans effacer sa part la plus obscure pour faire vivre et vibrer sa part de lumière sur la scène du monde.

Oui, je me souviens de ces journées historiques.

Si l'Europe s'est construite en partie sur le couple franco-allemand, elle est aujourd'hui constituée de 27 Etats membres qui aspirent tous à la démocratie, au partage des richesses, à la création d'une véritable entité politique, forte de ses différences, capable de peser par ses décisions économiques et diplomatiques sur l'avenir de la planète.

A l'échelle de l'histoire, l'Europe politique est encore très jeune et très embryonnaire, même si le Traité de Lisbonne, aussi imparfait soit-il, représente une avancée, avec, naturellement, la création de la fonction de Président du conseil Européen.

Mais nous devons aller plus loin.

L'Europe de la culture, elle, est plusieurs fois centenaire.

Elle est fille des grandes universités médiévales – Bologne, Oxford, la Sorbonne, Cracovie... – entre lesquelles, déjà, on circulait pour partager le savoir et les espérances.

Elle est fille des voyageurs humanistes de la Renaissance.

Fille des Lumières et des controverses qu'elles suscitérent d'un bout à l'autre du continent.

Fille de la conquête de la liberté de conscience, de pensée et de culte.

Oui, l'Europe de la culture peut être fière de ses siècles de dialogue et de créations. Et lorsque je regarde l'extraordinaire bourgeonnement culturel de Berlin aujourd'hui, après des décennies de suffocation, je suis plus que jamais convaincue de l'importance de la croyance essentielle que nous partageons en tant qu'Européens : la grande question de l'Humanité ne peut être que l'Humanité elle-même.

La chute du mur de Berlin nous oblige à aller encore plus loin maintenant.

Le temps est venu de l'Europe politique.

Il dépend de nous de relever ce défi formidable : forger une véritable Europe politique.

Oui, nous devons parvenir à une coexistence politique harmonieuse pour porter haut et fort les valeurs de l'Europe, qui fut pendant des siècles l'un des plus grands champs de bataille de l'humanité, qui fut le lieu du crime le plus effroyable de tous les temps, la Shoah, et qui pourrait devenir, contre une part de sa propre histoire, grâce à cette cohésion, et par l'union de ses différences, le continent que j'appelle : « les États-Unis d'Europe ».

J'aimerais m'attarder un peu plus sur cette idée puisqu'elle est, je le sais, l'un des éléments majeurs de notre engagement politique commun. Comme ce fut le cas lors de la campagne européenne, l'opportunité nous est aujourd'hui donnée d'exprimer ce sentiment profond.

Je l'ai porté à Athènes en mai dernier à la conférence sur « L'avenir des Gauches en Europe », conférence organisée par l'actuel Premier Ministre de Grèce, Georges Papandreou, et, comme je vous l'ai dit, j'ai approfondi cette idée pendant la campagne européenne en France, à Nantes.

Le temps est venu de rêver et de penser quelque chose de plus grand que nous.

Le temps est venu pour nous de répondre aux exigences de cette utopie réalisable : les États-Unis d'Europe.

Je sais que cette expression pourrait surprendre, puisqu'elle semble calquée sur le modèle des États-Unis d'Amérique alors que nos nations ne peuvent en aucun cas être comparées aux États américains.

Alors pour ceux qui sont surpris, je rappellerai que de grands penseurs en Pologne, en Italie, en Bulgarie, en Allemagne, et dans toute l'Europe, utilisent cette expression depuis le milieu du 19^e siècle. En France, Victor Hugo a utilisé l'expression « les États-Unis d'Europe » le 21 Aout 1849, lors du Congrès International pour la Paix à Paris.

Cela ne veut pas dire qu'il s'agit d'une idée du passé, au contraire, cette idée n'a jamais été aussi contemporaine.

Comme Hugo le disait avec tant de force :

« Un jour viendra où les armes vous tomberont des mains, à vous aussi ! /.../
Un jour viendra où vous France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes, nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure, et vous constituerez la fraternité européenne. Un jour viendra où les balles et les bombes seront remplacés par les votes et par le suffrage universel des peuples. »

Alors que l'on voit dans l'ombre des conciliabules pour faire émerger le futur Président du conseil européen, j'aimerais paraphraser Victor Hugo et dire qu'un jour viendra, j'en suis certaine, où le Président des États-Unis d'Europe sera élu au Suffrage Universel direct.

Oui, je crois que la crise sans précédent que nous traversons nous oblige à redéfinir la manière dont nous pouvons construire ensemble une Europe à visage humain qui nous unifierait.

Il dépend de nous de constituer une zone économique juste, pour créer de la richesse, pour la redistribuer et pour réguler le capitalisme financier.

Il dépend de nous de faire exister ce modèle social, déjà parfaitement opérationnel dans les pays du nord de l'Europe qui allie création de richesse et justice sociale.

Il dépend de nous de respecter chaque culture, chaque croyance et leurs différentes identités.

Il dépend de nous de réconcilier le citoyen avec cette Europe qui semble si lointaine, si technocratique, si abstraite. Une Europe qui paraît surtout si étrangère à la souffrance de ses ouvriers, massivement licenciés dans le flot des délocalisations. Une Europe qui paraît si lointaine de ses classes moyennes, qui se demandent si elles vont elles aussi perdre leurs emplois. Une Europe qui paraît si étrangère à sa jeunesse, frappée, plus que toute autre catégorie, par le chômage et par le désespoir.

Oui, l'Europe doit changer. Mais l'Europe peut changer. N'oublions pas que l'Europe est un continent de créativité, la première puissance économique du monde, avec des travailleurs et des entreprises dynamiques, avec une population plus élevée que celle des États-Unis d'Amérique, et un mode de vie espéré par le reste du monde.

La dernière fois que je suis venue à Berlin, c'était en mars 2007, pendant la campagne présidentielle française. J'ai rencontré la Chancelière Angela Merkel. A cette époque, Airbus annonçait des plans de licenciements de milliers d'ouvriers en France et en Allemagne. J'avais à défendre les intérêts des ouvriers français, et, bien sûr, la Chancelière Merkel avait à défendre les intérêts des ouvriers allemands. Mais je me souviens très bien que, durant notre discussion, nous sommes parvenus à dépasser la contradiction de nos intérêts nationaux et à poser les bases d'une solution européenne qui prendrait en compte notre intérêt général commun. Ce que je veux dire, c'est que, aujourd'hui, la puissance de l'argent est plus forte que des nations divisées, et que nous devons unir nos forces pour nos citoyens.

Et nos peuples le savent déjà très bien, et ils ont déjà très souvent fait avancer cette idée. Par exemple, quand, en avril de cette année, les ouvriers français de Continental sont allés à Hanovre pour manifester avec les ouvriers allemands de Continental, c'était un acte concret de fraternité européenne. Aujourd'hui, c'est notre devoir de réconcilier ces citoyens avec l'Europe politique.

Réconcilier les citoyens avec l'Europe et les valeurs de progrès et d'humanisme, c'est établir à l'échelle européenne la démocratie participative, l'implication, trop souvent perçue comme tentaculaire, des 27 pays de l'Union.

Au-delà des référendums et des consultations populaires, c'est à nous d'impulser dans nos régions, nos départements, nos villes, nos pays, cette démocratie participative qui s'impose jour après jour comme une évidente nécessité. Oui, la démocratie participative est le moyen essentiel pour créer une cohésion entre les citoyens, entre les pays, et pour créer ce sentiment d'appartenance à une entité commune appelée Europe.

Oui, refaisons le chemin vers ces citoyens qui ont perdu confiance dans l'Europe, tendons-leur la main, organisons des scrutins participatifs, des budgets participatifs, des référendums, des jurys citoyens pour évaluer les décisions publiques.

Et enfin, nous devons réconcilier l'Europe avec le monde.

L'Europe doit jouer un rôle dans les grands conflits et les grands enjeux de notre temps. L'Europe doit jouer un rôle au Proche-Orient, en Irak et en Afghanistan. L'Europe doit imaginer et créer un véritable partenariat avec l'Afrique, l'Asie et l'Amérique Latine. L'Europe doit aider le peuple iranien à s'émanciper. L'Europe doit participer à la mise en œuvre de la paix au Proche-Orient et à la création de deux Etats qui coexistent dans le respect mutuel.

Nous devons approfondir et renforcer notre partenariat avec l'Inde qui est la plus grande démocratie du monde.

Nous devons être solidaires du milliard d'êtres humains qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté, avec moins de 2 dollars par jour.

L'Europe doit jouer un rôle dans la zone pacifique, dans ce conflit larvé qui oppose la Corée du Nord à tous les pays de la zone, à commencer par la Corée du Sud et le Japon.

Nous devons adopter l'attitude adéquate pour faire progresser les Droits de l'Homme en Chine, en Birmanie, ou encore dans certains Etats africains, partout où les valeurs universelles sont menacées.

Nous devons avoir une position claire vis-à-vis de la Russie, partagée entre son rêve de gloire passée, sa méfiance à l'égard de l'Occident mais aussi son désir d'être un acteur plein et entier de la scène mondiale.

Dans ce monde multipolaire, agité par des convulsions permanentes, ce monde anxieux et dangereux, l'Europe peut jouer un rôle exemplaire avec une politique de solidarité et d'exemplarité.

Un proverbe asiatique dit qu'il vaut mieux faire 1 pas ensemble que 10 pas tout seul.

Voilà le grand dessein de l'Europe !

Je ne crois pas au choc des civilisations. Je ne suis pas non plus une déclinologue. Je crois que l'élection de Barack Obama, il y a un an, à la tête de la plus grande puissance du monde, a créé naturellement un espoir immense mais a aussi démontré que les peuples sont toujours en avance sur les puissants, que les peuples sont prêts à entendre un langage de raison, de sagesse, d'union, que les peuples n'aspirent qu'à une seule chose : la paix là où les gouvernants veulent parfois la guerre.

Je ne crois pas au choc des civilisations, ce fantasme qui voudrait que l'histoire soit déjà écrite, que la complexité des cultures, des religions et des peuples soit cartographiée, classifiée, et mène inévitablement à la confrontation.

Si le monde danse sur un volcan, il est possible de ne pas réveiller le volcan en marchant sur sa crête.

Il dépend de nous de créer une diplomatie dynamique, fondée sur un dialogue constructif, sans rien céder sur nos valeurs mais dans un total respect de l'autre. La diplomatie européenne devrait s'adresser avant tout aux peuples tels qu'ils sont pour ne pas se lancer dans d'arrogants monologues.

Et même si les résultats tardent à venir, il faut persévérer, et persévérer encore. Abraham Lincoln avait une règle dans la vie : « Je marche lentement mais je ne recule jamais ». Voilà l'une des clés. La persévérance. Il est certes plus facile de coaliser sur la haine de l'autre, de jouer avec les pulsions les plus basses, qui flattent le nationalisme et le racisme. Il faut du courage pour réunir sur l'humanisme, la bienveillance et le respect.

Hé bien je crois, moi, à cette diplomatie en Europe. Si l'Europe sait se départir d'une certaine prudence et se présenter unie sur la scène internationale, alors l'Europe, porteuse des valeurs des Lumières, jouera un rôle majeur dans la résolution des conflits actuels.

Nous pouvons y croire.

Nous pouvons y croire grâce à ce jour, le 9 novembre 1989, où un peuple entier a pu faire tomber un mur de béton, un mur idéologique, un mur de colère, sans verser une seule goutte de sang et en scandant « Wir sind das Volk » : « Nous sommes LE peuple ».

Oui, je crois à l'Europe des peuples. Et c'est pour cela que je crois aux États-Unis d'Europe.

Nous ne pouvons plus nous permettre d'attendre. Chacun de nous, à son niveau, doit contribuer, dès aujourd'hui, à réaliser cette idée. Ce doit être la tâche de notre génération, de votre génération, jeunes gens, et je n'en imagine pas de plus grande. C'est pourquoi, j'ai pour ma part engagé, dès le 18 mai, avec Stéphane Hessel, une réflexion approfondie qui aboutira dans les prochains mois à des propositions concrètes pour faire avancer le projet des États-Unis d'Europe.

J'ai décidé de faire avancer le rêve des États-Unis d'Europe d'une manière très concrète, en confiant à une personnalité renommée et irréprochable une mission d'étude sur le projet des États-Unis d'Europe, qui réunira des *think tanks* européens – et j'espère le vôtre –, avec des citoyens, des syndicalistes, avec des élus, des artistes, des chercheurs, des juristes, et des journalistes européens.

Nous mènerons cette mission avec notre *think tank*, Désirs d'Avenir, en association avec toutes les personnes de bonne volonté qui souhaitent véritablement le changement.

Désirs d'Avenir organisera une Université Populaire Participative à Paris pour échanger nos regards européens, première étape d'une longue série de dialogues que nous mènerons durant toute l'année 2010 pour réaliser le rêve de Victor Hugo, qui est, j'en suis certaine, le rêve de bon nombres d'entre vous dans cette salle.

Je voudrais conclure sur une note plus personnelle. Lorsque j'étais enfant, je vivais en Lorraine, à l'Est de la France. Entre la guerre de 1870 et la Première Guerre mondiale, la Lorraine était une région allemande. C'est une région de sang, de larmes, et d'espoirs partagés. C'est dans cette région que j'ai entendu pour la

première fois l'Hymne à la Joie de Beethoven. Lorsque j'entends l'Hymne à la Joie, je ressens une immense joie moi-même. Des années plus tard, j'ai fait des recherches sur cette œuvre. Elle fut composée par le grand musicien à l'un des moments les plus sombres de son existence. Quasiment ruiné, atteint d'une surdité galopante, abandonné peu à peu par le public. Et pourtant, dans toute cette adversité, cette 9^e symphonie, qui est devenu l'hymne européen, a jailli de lui. La musique, et les paroles de Schiller, célèbrent la force du peuple et sa fraternité.

Le chemin que je vous propose pour cette nouvelle étape de la construction de notre Union est à l'image de cette Hymne à la Joie, composé par Ludwig Von Beethoven : une grande adversité, transcendée par le courage et la force de la fraternité avec un seul et unique but, qui fait sens ici plus que nulle part ailleurs, à Berlin, pour aujourd'hui et pour demain, je cite : « Pour que le cité future oublie le temps des pleurs ». Ainsi se conclut l'Hymne à la Joie. Quel beau programme politique que celui-là !

Vielen dank für dieses schöne beispiel von freiheit und brüderlichkeit, dass die Deutschen ganz Europa und dem rest der welt, vor zwanzig jahren geschenkt haben.

[Merci pour cette belle leçon de liberté et de fraternité que les Allemands ont donné à l'Europe et au reste du monde il y a 20 ans.]

Und wie es schon am vorabend des neunten November gesagt wurde, möchte auch ich sagen : "wir sind alle Berliner ! und glücklich darüber !"

[Et comme quelqu'un l'a dit avant moi, à la veille du 9 novembre je veux vous dire aussi : « Nous sommes tous des Berlinoises ! », et heureux de l'être !]

Je vous remercie./.